

que nos troupes ne seraient pas équipées d'arcs et de flèches. Pour ce qui est des arcs, je ne suis pas certain, car, d'après ce qu'on peut voir, c'est tout ce qu'on achète en fait d'armes pour ces avions, mais nous savons qu'il n'y aura jamais de flèches parce que le gouvernement a pris bien soin de détruire et d'anéantir l'Arrow.

Je ne prétends pas connaître le moindre détail en matière de défense. Je sais cependant que 47 millions, c'est une somme considérable à tirer de la poche des contribuables canadiens. Je trouve qu'il est absolument absurde de prétendre que les membres de l'opposition ou du gouvernement ne devraient pas poser de questions à ce sujet. Somme toute, les tenants du gouvernement ont le même devoir que nous—quand ils font leur devoir—c'est-à-dire de se renseigner au sujet de ces dépenses...

L'hon. M. Flynn: Nous faisons notre devoir.

L'hon. M. Pickersgill: Même si le jeune ministre élève la voix, il ne pourra dissimuler le principe d'après lequel les députés de tous les côtés de la Chambre ont été élus, en premier lieu, pour économiser les deniers des contribuables. Ces messieurs qui ont été élus par des majorités torys...

M. Pigeon: Et M. Howe?

L'hon. M. Pickersgill: Je n'ai jamais entendu M. Howe refuser de donner des renseignements à la Chambre... (*Exclamations*)

Une voix: Débouchez-vous les oreilles!

L'hon. M. Pickersgill: Je n'ai jamais entendu M. Claxton le refuser; je n'ai jamais entendu M. Campney le refuser non plus. En réalité, quand nous étions au pouvoir, les ministres n'invoquaient pas le Règlement à propos des dépenses encourues pour la défense. Les ministres répondaient aux questions, et ils le faisaient continuellement. Ils donnaient des renseignements détaillés, sauf ceux qu'on ne pouvait révéler pour des raisons de sécurité.

L'hon. M. Churchill: C'est tout à fait faux.

L'hon. M. Pickersgill: Ils n'ont certainement jamais refusé de donner des renseignements. Évidemment, nous avions alors un premier ministre qui ne faisait pas ces déclarations irresponsables! En l'occurrence, le premier ministre se rend ailleurs pour y faire une déclaration. A quelle fin a-t-il fait pareille déclaration à Edmonton? Il l'a faite à Edmonton pour créer une certaine impression dans l'esprit du public. Or, l'impression qu'il a créée, ainsi que l'a prouvé le député de Trinity en donnant lecture de l'éditorial tiré des journaux de Timmins, c'est qu'il était possible de se procurer l'armement pour ces avions en une heure, ou même une demi-heure. Voilà ce que le premier ministre a

[L'hon. M. Pickersgill.]

cherché à faire. Il a dit qu'il existait des rapports à ce sujet et...

Une voix: Vous étiez là?

L'hon. M. Pickersgill: ...et il a affirmé qu'on pouvait y ajouter foi. Ajouter foi, cela veut dire croire. Autrement dit, ou le premier ministre a agi de façon tout à fait irresponsable en faisant cette déclaration, ou il a voulu qu'on le croie. Lequel des deux? A-t-il voulu se payer la tête des Canadiens ou bien qu'on ajoute foi à sa déclaration?

L'hon. M. O'Hurley: Revenez-en au crédit.

L'hon. M. Pickersgill: Nous y sommes exactement. Le premier ministre parlait des armes des avions pour lesquels le ministre nous demande de voter 47 millions. Voilà ce dont parlait le premier ministre, ce qui est exactement l'objet du crédit. Je sais combien embarrassant ce doit être pour le ministre d'avoir à choisir entre rester assis là bien tranquille ou se lever pour dire que le premier ministre parlait à tort et à travers. Telle est pour lui l'alternative. Il lui faut, ou garder le silence, ou se lever et nous exposer les faits, ce qui signifierait répéter ce que le premier ministre a dit, tel que l'a cité tout à l'heure le chef de l'opposition et comme les experts l'ont rapporté, c'est-à-dire une absurdité.

Je crois qu'il saute aux yeux de quiconque a quelque expérience que, même si l'on pouvait se procurer ces armes en une heure, il faudrait plus d'une heure pour apprendre à des hommes à s'en servir. Il ne s'agit donc pas simplement d'une absurdité, mais d'une absurdité doublée d'irresponsabilité. C'est non seulement absurde, mais pire, quand le premier ministre de notre pays, le leader de la Chambre, se rend ailleurs pour y faire des déclarations au sujet d'un de nos programmes les plus fondamentaux, qui a directement trait à la sécurité de notre peuple, et quand le gouvernement refuse d'expliquer ces déclarations à la Chambre, refuse de dire ce qu'elles signifiaient en réalité, et d'exposer la véritable situation.

Nous ne demandons pas maintenant au ministre s'il a déjà pris une décision au sujet de l'obtention d'armes nucléaires. Nous lui demandons simplement de nous dire avec quelle rapidité nous pouvons les obtenir si nous les voulons, et combien de temps il faudrait pour former les hommes qui devraient s'en servir.

Avant d'approuver l'achat de ces avions, nous devrions savoir combien de temps il faudrait pour se procurer les armes efficaces qui constitueraient leur équipement. Je ne répéterai pas ce dont a déjà donné lecture le chef de l'opposition. Mais je demande combien de temps il faudrait pour les obtenir, et